

Délibération n° 2017-02-23/15

Objet : Approbation du protocole d'accord transactionnel à conclure avec la société AB2G

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 23 FÉVRIER 2017**

L'an deux mille dix-sept, le vingt-trois février,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le dix-sept février, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

Présents : J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne - M. Pellet - J.M Malek - P. Nivresse - O. Boudet - C. Moreteau - B. Rodriguez - S. Riscal - F. Boyer - J.M Leiendeckers - B. Deltour - R. Casas Mateu - G. Della Ragione - C. Germain - A. Estève - C. Prost - A. Jamet - S. Waselynck - I. Gianiel

Absents représentés : G. Riguidel excusé pouvoir à B. Conte Arranz - M. Litton excusé pouvoir à J.M Malek - A. Conesa excusé pouvoir à F. Bertouy

Absent : B. Lledo

Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances et à la commande publique, rapporte :

La Commune de Pérols a, par délibération en date du 7 novembre 2013 décidé de mettre en œuvre un marché public portant sur l'installation et la location de bâtiments modulaires préfabriqués destinés à accueillir des bureaux, une salle de réunion, des vestiaires avec sanitaires et un réfectoire pour de meilleures conditions de travail et un fonctionnement optimisé des Services Techniques de la Ville de Pérols.

Le marché se compose :

- D'une tranche ferme portant sur la location, pour une durée de trois ans à compter de l'installation, des bâtiments modulaires préfabriqués.
- D'une tranche conditionnelle portant sur l'achat avec déduction des loyers perçus sur les trois années de location.

L'inauguration de ces nouveaux locaux modulaires est intervenue en février 2014.

Les 29 et 30 septembre 2014 de violentes pluies se sont abattues sur le territoire de la commune de PEROLS lors d'une alerte rouge et les bâtiments modulaires ont été inondés sur une hauteur d'environ 20 à 30 centimètres.

Un arrêté ministériel du 8 octobre 2014 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle publié au Journal Officiel du 11 octobre 2014 était pris concernant les inondations et coulées de boues du 29 et 30 septembre 2014 pour la commune de PEROLS.

La SMACL, compagnie d'assurance de la collectivité et celle de la société AB2G ont été sollicitées, mais ont refusé toute prise en charge des travaux de réparation au motif que la garantie de l'assureur est accordée pour la responsabilité liée aux risques locatifs, et ce en raison des dommages causés aux propriétaires des locaux dont la collectivité souscriptrice est locataire. La garantie d'un local loué est donc une garantie de responsabilité et non une garantie de dommages.

Aucune assurance ne voulant prendre en charge les travaux de réfection, c'est, dans ces conditions, que par requête introductive d'instance en date du 13 avril 2015, la commune de PEROLS a saisi le Tribunal Administratif de Montpellier d'un référé expertise.

Par ordonnance en date du 19 juin 2015, Monsieur Michel DERDERIAN a été nommé par le Tribunal Administratif de Montpellier.

Aux termes de son rapport, l'expert a conclu que l'origine des désordres relevait de l'inondation survenue les 29 et 30 septembre 2014 ayant fait l'objet d'un arrêté de catastrophe naturelle, précisant que la présence d'humidité était de nature à rendre le bâtiment impropre à sa destination.

La période de location prenant fin le 24 février 2017, les parties ont jugé utile de se rapprocher afin d'envisager une solution transactionnelle plutôt que de s'engager dans une procédure contentieuse.

En conséquence, les parties ont convenu, après concessions réciproques, des dispositions contenues dans le protocole d'accord transactionnel à savoir la prise en charge pour moitié du coût des travaux de réfection estimés à 58 000,00 € HT soit 29 000,00 € HT pour chacune des parties.

Cet accord doit mettre définitivement fin au litige décrit ci-dessus.

L'exposé de Monsieur Pellet entendu et après en avoir délibéré, le Conseil municipal par 26 voix (2 abstentions : A. Jamet – S. Waselynck) :

- Approuve le protocole d'accord transactionnel à conclure avec la société AB2G, comme joint en annexe,
- Donne tout pouvoir à monsieur le Maire pour la mise en œuvre de la présente délibération et notamment signer le protocole d'accord transactionnel.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 23 février 2017
Le Maire
Jean-Pierre RICO

